ABEILLE.

Journal de l'Etat, du Commerce Général, de la Navigation et des Annonces Maritimes.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. DAYON.

NOUVELLE-ORLÉANS:

DU 101 MATIN, 28 DECEMBRE 1837.

AUX DEMOCRATES.

L'assemblée des démocrates aura lieu vendredi prochain, à six heures et demie du soir, à la salle d'Orléans (Davis), rue d'Orléans, à l'effet de procéder à l'élection des DELEGUES pour représenter la Nouvelle-Orléans, dans le choix d'un lieu et d'une place de gouverneur : Cette assemblée est convoquée en vertu d'une décision du comité général.

D. Z. CANONGE, président.

ASSEMBLEE DES DEMOCRATES.

Nous nous sommes invités de se rappeler que la Réunion des Démocrates est fixée pour ce soir, à 8 heures et demie, à la salle de l'Hôtel de Davis, rue d'Orléans, à l'effet de choisir les délégués qui doivent représenter la Nouvelle-Orléans, à la réunion qui doit avoir lieu dans le courant du mois prochain. Comme le but de cette assemblée est de travailler à l'avancement de notre cause, nous nous rendrons que chaque vrai Démocrate se fera un devoir de s'y trouver, et qu'il ne blâmera pas à faire le sacrifice de toute idée de prédilection pour un nouveau qui a fait triompher la bonne cause.

☞ L'éditeur de ce journal ayant été nommé, hier, un des deux branches de la législature, imprimeur de l'Etat, pour l'année 1838, prend la liberté d'offrir ses sincères remercimens et en reconnaissance pour la flatteuse marque de confiance qu'elle vient de lui accorder.

EMEUTES. Dans notre numéro de la séance du sénat, du 20 du courant, nous avons fait dire à M. Winn, dans le compte-rendu du rapport, que d'après les convictions, nous *ex-parte* qu'en résulteur avait eues avec les plaignans des membres, il était probable que la résolution (celle au sujet de la nomination des commissaires) serait adoptée &c. M. Winn nous a fait remarquer que c'est par erreur que nous avions fait usage des mots : "*la plupart.*" A la place de ces mots il faut lire : "*quelques*"

ACCIDENT DEPLORABLE.

Un affreux événement a figuré hier dans notre feuille, en forme d'avis au public, et, dût-on nous accuser de revenir sur un sujet rebattu, nous ne saurions faire notre indignation contre le peu de cas que l'on semble faire ici de la vie des hommes. Chaque jour, nous révélons des infractions aux ordonnances de police, chaque jour, nous voyons rester sans effet nos réclamations. La police est impuissante, et les lois sont parfait. Les *drays* mettent un prix à la vitesse des voitures particulières, au risque d'en briser ou d'en tuer les propriétaires, les blanchisseurs de minimes obstruent les rues, au point de ne laisser aucun passage, et nous avons signalé le bris de trois voitures sur la même place en quinze heures, sans plus de succès ! Aujourd'hui nous adjoignons nos autorités d'avoir à intervenir contre le pouvoir de vie et de mort que s'arrogent les ingénieurs des machines locomotives; nous les conjurons, au nom de l'humanité, de décider si tout établissement, qui n'a pour but que la commodité du public et le profit d'un petit nombre de particuliers, peut arbitrairement disposer de la vie des citoyens; s'il n'y a pas *homicide prémédité* dans la conduite avec laquelle on lance un train de chars sur un homme, qui, quoique ivre, ne fait que dresser ses oreilles au bruit, de quelque nature qu'il soit, lui animal pour la conservation duquel on a inventé des appareils protecteurs.

C'est pourtant ce qui chaque jour arrive sous nos yeux, c'est ce que ne peuvent sans doute atteindre nos lois, puisque ceux auxquels en est confiée l'exécution semblent muets devant de pareils délits. Invoquons donc l'humanité de notre législature et tâchons d'en obtenir des lois répressives contre de semblables forfaits, et qui annoncent évidemment un mépris digrant pour la vie des hommes, et pour les [illegible] faibles que la protégent!

Sur les griefs contre le Mexique.

Le rapport de M. Forsyth, dont nous pensons nous faire la traduction, donne à connaître à quel point le gouvernement mexicain semble porter à l'égard de ses voisins, la marque de considération et d'amitié des convenances. Des lenteurs calculées pour s'expliquer, et quand, sur enquête, cet explique, il n'y a avoir que quatre réclamations, dont un seul de prix en considération, ne pourrait regarder comme une conséquence du caractère national, comme l'application continue du système mexicain, et que chez tout autre peuple, on aurait eu droit de regarder comme un déni de justice. Mais, on ne s'en est pas tenu à des délais, on a décliné l'exploration des faits, celle des insultes, et l'on a mis notre calme hors de mesure de répondre aux interpellations de griefs, on à l'impudence du peuple. Que penser, en effet, des dispositions d'une république qui s'arrogue de son chef, et sans égards pour ses voisins, et qui pourtant se refuse à donner même satisfaction convenable? Bien plus, un envoyé extraordinaire, M. Gorostiza, demande ses passeports sous certains prétextes, mais, avant de s'éloigner, il lance un pamphlet insultant pour la nation entière, et pour son gouvernement. Dans de telles, des expressions insignes de l'accent d'une nation policée sont prononcées à une nation amie, et, chose inouïe en diplomatie, l'homme investi de la confiance d'un gouvernement qu'on [illegible] l'homme admis sous un titre jusqu'alors honoré, inspire [illegible] sacré d'ambassadeur, au point de divulguer les secrets de sa mission, et de rendre publiques sa correspondance avec le secrétariat des affaires étrangères! Si jamais le droit des gens a pu sembler offensé, c'est assurément en une telle occasion; et, pourtant, la plainte qui en a été faite au cabinet de Mexico, n'a eu d'autre résultat que des leurs complices sur la liberté de la presse! Oui la presse libre chez nous, mais le secret de l'Etat y est sacré, et jamais un ministre, un agent, n'y ont trahi la correspondance confidentielle des gouvernemens avec lesquels on avait à traiter. Le gouvernement mexicain emploie donc des subterfuges sans dignité pour soustraire la conduite inexcusable de son agent.

La situation donnée ultérieurement à M. Gorostiza prouve du reste qu'il n'est pas désavoué dans son œuvre par son gouvernement, et son admission en conseil, et depuis au ministère, est un témoignage de dispositions défavorables aux États-Unis. Nous ne saurions que déplorer l'aveuglement d'un nouveau gouvernement dont les bases sont encore si mal assurées, et nous pensons qu'une conduite si peu mesurée peut amener les plus tristes résultats.

Le Mexique se forme une armée de quelques milliers d'hommes plus ou moins exercés ; mais, personne ni gnorota détresse de son trésor, et l'impossibilité d'y pourvoir. Ses attaques sont immenses envers un pays sûre, et dont la population toute guerrière se lèverait pour repousser la moindre agression ! Mais il est vulnérable du Mexique n'est pas sur ses frontières ni dans l'étendue de son territoire, il est sur ses côtes, dans son commerce : en un mot, sa chétive marine peut être remorquée dans nos ports, et désormais aucun lieu effectif peut fermer tout accès à ses relations extérieures, et comme ses besoins sont supérieurs, il est certain que, sans doutes et sans chances, il est impossible au gouvernement, quel qu'il soit, de ne pas s'éclouler ou de ne pas subir la loi de nécessité. C'est donc vers la paix, vers des concessions compatibles avec l'honneur national, que doivent se tourner les vues du Président du Mexique, et plus que tout autre, il est fait pour sentir que la menace d'une [illegible] déplacé rendrait ici de *rodomontade*, et qu'au siècle où nous vivons, ce n'est point par un [illegible] enthousiaste, ni par des [illegible] que l'on parvient à établir la fortune d'une nation. En deux mots, le Mexique a laissé ses agens ou ses gouvernans, forfaire au droit des nations; le temps de la justice est arrivé [illegible] que de montrer une [illegible] au moins [illegible] du Texas courir les risques d'un [illegible] San Jacinto.

LA MALLE EXPRESSE.

L'établissement d'une correspondance rapide avait été conçu par le gouvernement comme une amélioration sensible dans le système des postes; et les *malles-express* avaient été établies [illegible] comme un lien de plus entre les États-Unis au [illegible] Cependant, si l'extension des postes pouvait être mesure progressive et sûre, il n'en est pas de même pour la création de nouvelles [illegible] qui, [illegible] pour fonder leur [illegible] à exercer sur les choses et les personnes. Il est vrai que Baltimore [illegible] a entrepris contre politique des États-[illegible] ; mais [illegible] la plus ou moins grande [illegible] des communications avec les États du Sud, [illegible] considérations incontestables peuvent rendre [illegible] un [illegible] quelque un de ses journalistes ! [illegible] même [illegible] Commerce [illegible] pensé [illegible] sur la liberté de la presse! Oui la presse libre chez nous, mais le secret de l'Etat y est sacré, et jamais un ministre, un agent, n'y ont trahi la correspondance confidentielle des gouvernemens avec lesquels on avait à traiter. Le gouvernement mexicain emploie donc des subterfuges sans dignité pour soustraire la conduite inexcusable de son agent. La situation donnée ultérieurement à M. Gorostiza prouve du reste qu'il n'est pas désavoué dans son œuvre par son gouvernement, et son admission en conseil, et depuis au ministère, est un témoignage de dispositions défavorables aux États-Unis. Nous ne saurions que déplorer l'aveuglement d'un nouveau gouvernement dont les bases sont encore si mal assurées, et nous pensons qu'une conduite si peu mesurée peut amener les plus tristes résultats.

Le Mexique se forme une armée de quelques milliers d'hommes plus ou moins exercés ; mais, personne ni gnorota détresse de son trésor, et l'impossibilité d'y pourvoir. Ses attaques sont immenses envers un pays sûre, et dont la population toute guerrière se lèverait pour repousser la moindre agression ! Mais il est vulnérable du Mexique n'est pas sur ses frontières ni dans l'étendue de son territoire, il est sur ses côtes, dans son commerce : en un mot, sa chétive marine peut être remorquée dans nos ports, et désormais aucun lieu effectif peut fermer tout accès à ses relations extérieures, et comme ses besoins sont supérieurs, il est certain que, sans doutes et sans chances, il est impossible au gouvernement, quel qu'il soit, de ne pas s'éclouler ou de ne pas subir la loi de nécessité. C'est donc vers la paix, vers des concessions compatibles avec l'honneur national, que doivent se tourner les vues du Président du Mexique, et plus que tout autre, il est fait pour sentir que la menace d'une [illegible] déplacé rendrait ici de *rodomontade*, et qu'au siècle où nous vivons, ce n'est point par un [illegible] enthousiaste, ni par des [illegible] que l'on parvient à établir la fortune d'une nation. En deux mots, le Mexique a laissé ses agens ou ses gouvernans, forfaire au droit des nations; le temps de la justice est arrivé [illegible] que de montrer une [illegible] au moins [illegible] du Texas courir les risques d'un [illegible] San Jacinto.

échappé au gouvernement, et il aurait pu manquer frapper les membres du Congrès : mais, si la voix d'un représentant de quelques États doit s'élever pour consacrer d'un établissement si populaire ; nous ne doutons que celle de notre députation au Congrès ne se fasse entendre avec celle des États du Sud, pour protester contre une réforme qui, pernicieuse, engagnons pas de le dire, une atteinte fatale au commerce, aux relations politiques, et à la nationalité d'États éloignés du centre ; pour laquelle la sollicitude du Congrès n'est pas moins grande sans doute, qu'elle ne l'est pour quelques garnisons sans échos.

SENAT DE LA LOUISIANE.

Présidence de M. Ch. Derbigny.

Séance du 21 décembre 1837

Le président annonce MM. Hoa, Winn et Garmembres du comité de finance, et MM. Johnson-Dumas, pour composer la commission du canal de la cômté de Douze, chargée d'examiner la condition des diverses banques du pays, et de présenter à projet de loi à ce sujet.

Le président nomme également MM. Johnson Scott pour composer la commission chargée de faire une investigation de l'état des affaires de la compagnie du chemin de fer de banque de Port Hudson Clinton.

Le sénat, à la demande de M. Hoa, s'établi disposé de ses règlemens, se mettre présente, qu'un nombre plusieurs membres du bureau, ou bill qui intéresse le gouverneur à nommer des commissaires chargés de recevoir des dépositions. Le gouvernement pourrait placer un ou plusieurs commissaires dans chaque État, et les ministres plénipotentiaires, agens diplomatiques et consuls des États-Unis, en pays étrangers, pourront recevoir de semblables dépositions, lorsqu'il y aura un accès particulier, et les rapporter sous le [illegible] à la [illegible] de l'état, qui en devra donner connaissance au [illegible] de documens authentiques.

Le sénat se dispersonnel de nouveau de son règlement, mais le bill est renvoyé au comité du judiciaire.

M. Lewis, conformément à l'avis qu'il en a donné, présente, immédiatement, un bill pour réduire de moitié les traitemens des assesseurs de taxes d'état dans la paroisse d'Orléans.

Le sénat procède à la première lecture d'un bill venant de la chambre, pour modifier l'acte qui établi les limites de la paroisse de la Pointe-Coupée.

La troisième lecture est faite du bill qui modifie la charte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de Pontchartrain.—Ce bill passe.

A la demande de M. Bossier, le sénat prend en considération la résolution adoptée par la chambre des représentants, et qui fixe l'élection de l'ingénieur d'État aujourd'hui à midi.

La dispersée des règlemens ayant été obtenue, cet résolution subit la seconde et la troisième lecture, et passe.

La troisième lecture est faite de la résolution présentée par M. Armant, à la séance précédente, concernant l'ajournement temporaire des deux branches de la législature.

M. Hoa dit qu'avant de voter sur la question, il désirerait savoir des membres qui gouvernement la mesure et leur intention est que le message soit accordé.

M. Armant répond que son intention a toujours été de dispenser l'état de faire face à ces frais de voyage ; il a de plus l'assurance de ses membres de Orléans, lui que la résolution était à la seconde lecture, de proposer un amendement à cet effet.

M. Hoa demande alors la permission d'amender la résolution de manière à faire disparaître le point douteux.

M. Bueros objecte à cette demande ; la résolution, dit-il, pourra être modifiée par la chambre ces représentans, et toute reconsidération, à l'époque actuelle, n'aurait d'autre résultat que d'apporter des retards inutiles.

La proposition de M. Hoa est mise aux voix et rejetée.

M. Bossier demande l'appel nominal sur le vote qui porte à la cessation définitive de la résolution. Le membre des Natchitoches déclare ne lui cette mesure que dans le but de procurer à ses commettans qu'il a [illegible] et de retarder son [illegible] pour servir les intérêts publics et particulièrement ceux de son district, qui se trouvent compromis dans la question de répartition de l'assemblée générale.

M. Labauve seconde cette proposition, les sénateurs qui soutiennent le projet de loi, dit l'honorable membre, ne craignent aucun reproche de la part de leurs constituans ; persuadés qu'ils sont qu'ils font leur devoir et qu'ils ne manquent à aucune de leurs obligations en votant en faveur de la résolution.

L'appel nominal ayant lieu, MM. Armant, Ducros, Johnson, Lewis, Labauve, Scott et Tête votent dans l'affirmative et MM. Bossier, Dupré, Gardis, Hoa et Winn dans la négative. En conséquence la résolution passe.

M. Armant demande que le secrétaire soit autorisé à transmettre la résolution à la Chambre des Représentans.

M. Bossier objecte d'après les règlemens, dit l'honorable membre, tout acte émane par l'une des chambres ne peut être transmis à l'autre que le jour qui suit la passation, à moins que l'on ne se dispense des règlemens.

M. Winn dit qu'il n'est opposé à l'adoption de la résolution et qu'il a objecté, hier, à ce que l'on se dispensât des règlemens pour en entendre la troisième lecture. Il avoue qu'il a cru bien agir en votant contre la mesure de dispensement : mais pour ce qui en est d'une dépense des règles, il regrette beaucoup de [illegible] ; il certainement disposé à être agréable aux vœux de ses collègues, et il soiera en conséquence pour la proposition du sénateur de comté d'Acadie.

M. Bossier retire sa motion et celle de M. Armant prévaut alors.

M. Bossier demande que le Sénat veuille bien se dispenser de ses règlemens et propose que le bill présenté à l'une des séances précédentes par M. Hoa, pour modifier les chartes des banques soit référé au comité de douze—Adopté.

Le greffier de la Chambre des Représentans, informe le Sénat que ce corps est prêt à procéder à l'élection d'un imprimeur d'État pour l'année 1838 ; et qu'elle n'attend pas que le concours de l'autre chambre pour agir à ce sujet.

Le Sénat s'étant transporté dans le local de la Chambre des Représentans, on procède à ladite élection dans les formes accoutumées.

MM. Bossier, du Sénat, et Avery, de la Chambre, sont nommés vérificateurs.

Au dépouillement des votes, il a paru que sur cinquante quatre membres présens, M. Bayon avait obtenu quarante et un suffrages. M. Gibson douze ; blanc un. M. Bayon est en conséquence proclamé dûment élu.

Le Sénat revient dans le local de ses séances.

A la demande de M. Winn, la résolution relative à de certains tableaux par le bureau des travaux publics doit présenter à la Législature soit en seconde et troisième lecture et passe.

M. Hoa présente une pétition de MM. E. Johns & Manouvrier, concernant la publication d'une nouvelle édition du Code Civil et des lois de la Louisiane.

La séance est levée.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

Jeudi, 21 décembre 1837.

M. Breed a été dispensé de la 1re partie du comité sur le pénitencier. L'orateur nomme M. Sloan pour le remplacer.

M. Lewis offre une résolution, requérant le comité judiciaire, à s'enquérir de la propriété d'augmenter le nombre des juges de la Cour Supreme, et d'en faire un rapport par bill ou autrement.

M. Canon observe que le comité avait antérieurement soumis un bill à cet effet, qui avait été rejeté par une majorité de deux voix. Il pense donc que la chambre n'a pas besoin de prendre un bill à cet effet, et qu'il prendre sans doute la responsabilité de le présenter à la chambre.

M. Lewis dit qu'il ne craint nullement de prendre cette responsabilité, et de préparer le bill si la chambre lui en fait un devoir. Il a fait la motion de référer cette question au comité judiciaire parce qu'il est plus au fait de ce sujet. Il sait, il y a quelques années, un comité spécial a été nommé sur un rapport contre l'augmentation des juges de la Cour Supreme, par suite duquel on alors que ce nombre était suffisant pour les besoins du public. Mais les circonstances ont changé depuis la population de cet État a augmenté et il a été question une augmentation dans la manière de rendre la justice plus prompte et plus facile aux justiciables. Il a fait la motion de référer cette question au comité judiciaire parce qu'il est plus au fait de ce sujet.

M. Winn demande à l'auteur de la résolution s'il ne serait pas convenable de référer cette question au comité judiciaire, qui a déjà fait un rapport sur le sujet.

M. Lewis dit qu'il ne voit pas d'objection à référer la question au comité judiciaire.

M. Canon observe que le comité avait antérieurement soumis un bill à cet effet, qui avait été rejeté par une majorité de deux voix. Il pense donc que la chambre n'a pas besoin de prendre un bill à cet effet, et qu'il prendra